

Initiatives ministérielles

que nous avons beaucoup mieux étayé nos propositions que le gouvernement.

Nous avons parfois constaté une forme d'appui intéressant. Je pense, en particulier, à la proposition de déduction pour frais de représentation que notre caucus a présentée. Je veux vous citer un passage très intéressant d'un article du *Canadian Business*. Il est signé par le rédacteur en chef, M. Alexander Ross. Je cite:

Dans une controverse, je souffre beaucoup d'être du même avis que la néo-démocrate Audrey McLaughlin, députée de Yukon, qui a déclaré dernièrement que trop, c'est trop. Mais je pense qu'il est temps que vous et moi ainsi que mon ami Patrick et tous ces dodus compères vautés sur leur banquette de peluche de chez Winston's. . .

Et nous savons qui se tient chez Winston's. . .

. . . commencent à payer eux-mêmes leurs verres et leurs gros repas, pour faire changement.

Cela montre bien que les solutions de rechange que notre caucus a présentées aux mesures d'imposition proposées par le gouvernement ont du sens. Par conséquent, si nous devons voter sur un projet de loi qui vise l'emprunt de quelque 24 milliards de dollars, nous espérons que les Canadiens puissent avoir l'assurance que cet argent sera dépensé à bon escient.

Je veux commenter brièvement les thèmes que ce budget a dramatiquement omis de traiter, c'est-à-dire certaines questions très importantes pour ma région, le nord de la Colombie-Britannique. Prenons le programme d'infrastructure mentionné dans le budget. Pensons à l'importance d'améliorer l'autoroute de Yellowhead, qui a peut-être fait l'objet d'une annonce aujourd'hui. Il y avait du moins des rumeurs de la sorte à la suite de la réunion des premiers ministres. Qu'on pense aussi à un avantage très important pour notre région, la déduction accordée aux habitants des régions éloignées. Cette déduction a été ni plus ni moins abolie par ce gouvernement, avec l'appui du Parti réformiste qui s'y opposait totalement.

D'après moi, c'est signe que l'orientation de la politique économique du gouvernement fait du tort au Canadien moyen et impose un régime fiscal injuste. C'est pour cette raison qu'un si grand nombre de Canadiens s'inquiètent des agissements du gouvernement et croient qu'une nouvelle équipe devrait prendre en charge l'économie du Canada.

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir prendre la parole au sujet du projet de loi C-61 qui porte sur le pouvoir d'emprunt du gouvernement actuel. Je voudrais faire quelques obser-

vements à propos du récent budget du ministre des Finances, car il est évident que ce budget détermine la politique financière et la politique monétaire du gouvernement pour la prochaine année.

Je crois qu'il faut reconnaître que le ministre des Finances s'y connaît dans l'art de faire un joli paquet avec des riens. C'est ainsi qu'il promet une petite réduction des impôts, mais pour plus tard dans l'année ou pour l'année prochaine, et qu'il prend quelques mesures sociales qui semblent intéressantes. Certains qualifieraient ce budget d'exercice de camouflage, par lequel le ministre des Finances repeint sa bonne vieille bagnole, la retape tant bien que mal, lui rafistole les ailes, tout cela dans l'espoir de lui redonner un aspect neuf. Mais c'est peine perdue. Il suffit d'ouvrir le capot pour se rendre compte que l'économie canadienne ne se porte pas mieux depuis la présentation du budget.

Il est clair que ce budget va entraîner un taux de chômage très élevé, soit plus de 10 p. 100, ce qui représente 1,5 million de Canadiens qui seront sans emploi cette année et la plus grande partie de l'année prochaine; il est clair que le déficit ne va pas diminuer, même si le gouvernement s'en préoccupe vraiment. Chaque année, les conservateurs ratent la cible. Il n'y a pas vraiment d'amélioration.

Je pense que le document vise à calmer la peur que suscitent chez les conservateurs, ceux de l'Alberta notamment, Preston Manning et son Parti réformiste. C'est ainsi que sont sacrifiés une foule d'organismes d'État, comme le Conseil des sciences du Canada et le Conseil économique du Canada, qui donnaient souvent un autre son de cloche au gouvernement et ne craignaient pas de le critiquer. C'est une campagne pour faire disparaître tous ceux qui critiquent le gouvernement.

De par leur nature même, les gouvernements ne voient pas plus loin que trois ou quatre ans, alors que des organismes comme ceux que je viens de mentionner sont là pour analyser les besoins à long terme de l'État. D'ailleurs, la plupart des gouvernements font grand usage de leurs avis.

À y regarder de plus près, ce document du ministre des Finances n'offre guère d'encouragements pour l'avenir. Cependant, le gouvernement a bien adopté quelques-unes des recommandations du chef de l'opposition officielle, notamment celle qui porte sur l'utilisation des fonds des REER pour stimuler le marché de l'habitation. Nous applaudissons à cette décision du gouvernement. Il faut applaudir aussi à la décision de réduire de 75 millions